

FRANÇAFRIQUE MONDIALISÉE

**BILLETS
D'AFRIQUE** N°350

JOURNAL ANTICOLONIAL ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

2€50

ÉCONOMIE / CAMEROUN / KANAKY / TOGO
SEPTEMBRE 2025

Jugeons la Socfin !

Socfin, société opérant en Afrique et en Asie, propriété des groupes Bolloré et Fabri, a toujours contesté le bien-fondé des plaintes déposées à son encontre pour violation du droit du travail, accaparement de terres, déplacement de villageois, destruction de sites sacrés, dégradation de l'environnement ou encore violence sexuelle. Les résultats que viennent de livrer douze rapports de Earthworm Foundation (EF), vérifiant 139 plaintes dans douze de ses plantations pour la plupart africaines, sont accablants : ces plaintes sont à 59 % fondées ou partiellement fondées, et à 85 % bien de la responsabilité de la Socfin.

Des conclusions d'autant plus significatives que la Socfin est... membre d'EF, qui lui vend des conseils en gestion des questions sociales et environnementales. Devant l'ampleur des plaintes et protestations populaires, c'est elle-même qui lui a confié l'examen des plaintes, dans une vaine tentative de se disculper. Une dépendance qui « soulève des questions critiques », pointent 33 organisations de défense de la nature et des droits humains (communiqué du 01/07, consultable sur grain.org). Elles doutent aussi des promesses de la Socfin de résoudre maintenant et par elle-même « ces problèmes [qui] remontent à plusieurs décennies ». Nul doute qu'il faudra en effet encore bien des mobilisations et notre solidarité pour contraindre Bolloré et les siens à respecter les droits humains et environnementaux !

Thiaroye 1944 : le combat continue

Nouvelle étape dans le combat pour la vérité sur le massacre de Thiaroye : le 24 juin, Biram Senghor a déposé devant le tribunal judiciaire de Paris une plainte contre X et l'État français pour recel de cadavre. Poursuivant ses recherches sur Thiaroye, l'historienne Armelle Mabon a rassemblé une série d'éléments afin d'étayer cette plainte (Mediapart, 29/06).

Biram, 86 ans, est le seul descendant connu encore vivant des victimes, des centaines de tirailleurs africains assassinés par l'armée française le 1er décembre 1944. Son père, M'Bap Senghor, après avoir été déclaré « non rentré au Sénégal », puis « déserteur », s'est vu attribuer (pour le moins

cyniquement) la mention « Mort pour la France » en juin 2024, en même temps que cinq autres tirailleurs morts en vérité par la France (Billets d'Afrique, 10/2024).

L'État français, qui pendant 80 ans n'a fait que mentir, qualifie aujourd'hui – pour des raisons diplomatiques – l'évènement de massacre. Mais il se garde bien d'en reconnaître l'ampleur et sa pleine responsabilité, ou de réhabiliter et indemniser tous ceux qu'il a dénoncés et abattus comme mutins. Et il continue à faire obstruction, y compris à la fourniture des documents qui permettraient de retrouver les corps. Par sa plainte, Biram veut l'obliger à dire où son père a été enterré pour enfin pouvoir l'honorer. Au-delà, il mène aussi un combat pour obtenir justice pour tous. Comme il le déclarait dans nos colonnes (12/2024) : « Qui commet un crime est tenu de le réparer. La France a été inhumaine. [Elle a] une dette de sang ici en Afrique. »

Chère outre-mer,

Depuis vingt ans, les initiatives législatives pour lutter contre la vie chère et les tensions inflationnistes chroniques dans les colonies d'outre-mer n'ont rien enrayé. En 2022, l'Insee relevait que l'alimentaire y était 30 à 42 % plus cher qu'en France, l'ensemble des biens 9 à 16 %. Le projet de loi contre la vie chère, présenté au conseil des ministres du 30 juillet par le ministre des Outre-mer Manuel Valls, est critiqué par l'ensemble des élus locaux. Ce dernier avait pourtant récemment dénoncé les oligopoles de la distribution, le Groupe Bernard Hayot (GBH) en tête. Mais son texte ne répond ni aux enjeux structurels ni aux réalités socio-économiques spécifiques des outre-mer.

Les avancées ? Les distributeurs autorisés à exclure les frais de transport du calcul du seuil de revente à perte ; le renforcement du « bouclier qualité prix », incluant de nouveaux produits de consommation courante dans l'encadrement des prix ; plus de transparence sur les « marges arrières » (ristournes appliquées par un fournisseur à un distributeur), les petites entreprises locales favorisées. Mais rien sur l'octroi de mer (taxe spécifique très contestée qui finance les départements ultramarins), ni sur l'emprise croissante de certains groupes dans l'ensemble des filières, sur les marges réalisées en amont de la distribution, ou sur l'encadrement des loyers... Sauf que pour

lutter efficacement contre la vie chère, l'État ne peut se contenter d'intervenir sur la grande distribution alimentaire. Le texte doit être examiné par le parlement à la rentrée.

Mémoire à géométrie variable

La colonne Voulet-Chanoine, chargée en 1899 de relier le Sénégal au lac Tchad, a commis de nombreuses atrocités sur son parcours : villages pillés et populations massacrées au moindre signe de résistance, avec en point culminant la destruction de la ville de Birni N'Konni (actuel Niger), alors peuplée de 8 000 habitants. Le ministère des Colonies, informé de ces horreurs, envoie le lieutenant-colonel Klobb relever Voulet et Chanoine de leur commandement, mais celui-ci est tué lorsqu'il rejoint la colonne. Voulet et Chanoine auraient finalement été exécutés par leurs hommes les jours suivants.

Plusieurs rapporteur·euses des Nations unies ont transmis à la France ce printemps une requête concernant cet épisode particulièrement sanglant de la violence coloniale, à la demande d'associations nigériennes. Ils demandent l'établissement de la vérité, notamment par l'accès aux archives coloniales, la mémorialisation de ces événements atroces ainsi que des réparations. Le 19 juin, le ministère des Affaires étrangères a botté en touche, invoquant la « non-rétroactivité des conventions internationales mises en avant par les requérant·e-s, signées bien après 1899 » (Mediapart, 29/07) : ni réhabilitation mémorielle, ni réparations.

Au-delà des arguties juridiques, le fond du problème est, selon une source diplomatique, la rupture du dialogue avec Niamey depuis 2023. Il faudrait que la junte militaire libère le président déchu Bazoum pour que la France daigne ouvrir ses archives... Une preuve supplémentaire de l'instrumentalisation par le président Macron des questions mémorielles.



Journal fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - Directrice de la publication Pauline Tétillon - **Comité de rédaction** R. Granvaud, O. Tobner, R. Doridant, M. Bazin, P. Tétillon, E. Cailleau, M. Lopes, J. Poirson, N. Butor, B. Godin, N. Maillard-Déchenans, J. Lasagno, M. Petit-Ageneau - **Ont contribué à ce numéro** K. Gueguen, J. Boucher, G. Althabégoyty, A. Baron, E. Cabello, W. Kaloi, J. Beurk - **Édité par** Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - **Web** <http://survie.org> - **Commission paritaire** n°0226G87632 - **Dépôt légal** septembre 2025 - **ISSN** 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie Notre-Dame, 80 rue Vaucanson, 38830 Montbonnot Saint Martin

Après la signature surprise, le 12 juillet à Bougival (Yvelines), d'un projet d'accord sur l'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie entre l'État et les représentants des principales forces politiques calédoniennes, indépendantistes comme anti-indépendantistes, Elizabeth Nouar, journaliste phare de la très colonialiste Radio rythme bleu, faisait ce constat cinglant : « *Les indépendantistes peuvent se prévaloir d'avoir gagné la bataille des mots et des symboles. Mais, de leur côté, les partisans de la France ont gagné la bataille des faits et des réalités* » (*LeMonde.fr*, 16/07).

De fait, si le texte prévoit bien la création d'un État calédonien, celui-ci s'inscrirait, tout comme la nationalité qui l'accompagne, dans le cadre de la République française. Un ersatz donc, façon protectorat français au Maroc de 1912 à 1956. L'accession à la pleine souveraineté de l'archipel est certes abordée, mais rendue dans les faits quasiment impossible. En face, les anti-indépendantistes peuvent se targuer d'obtenir (entre autres) un assez large dégel du corps électoral, celui-là même qui avait mis le feu aux poudres l'an dernier.

On ne s'étonnera donc pas que le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) ait, le 9 août lors d'une AG extraordinaire, rejeté en bloc cet accord « *en raison de son incompatibilité avec les fondements et acquis de notre lutte* ». En revanche, le fait que la délégation qui le représentait à Bougival ait pu signer, sans mandat, un texte si problématique a surpris. Même si ses membres ont rapidement pris leurs distances avec ce dernier, soulignant qu'ils ne s'étaient engagés qu'à soumettre le « projet » à leur camp, le mal était fait. Le président Macron, son gouvernement et la quasi-totalité de la classe politico-médiatique se sont félicités illico de cet « *accord historique* ». Le camp indépendantiste dans son ensemble en sort un peu plus divisé qu'il ne l'était déjà :

en rupture avec le Front depuis les révoltes de 2024, le Parti de libération kanak (Palika) notamment continue de défendre cet « accord de Bougival ». Et du côté de l'État, on semble prêt, comme d'habitude, à passer en force : « *Je réaffirme que l'accord va être mis en œuvre* », a martelé le ministre des Outre-mer Manuel Valls le 26 août.

Il serait naïf de considérer qu'en convoquant ces discussions à huis clos dans un hôtel Hilton à 17 000 kilomètres de la région concernée, Macron n'avait pas un plan : c'est bien un piège qu'il a tendu à une délégation indépendantiste sous-représentée et visiblement bien démunie face à la machine étatique. Cet « accord » aura été arraché au bout de dix jours (et nuits) d'après tractations à

des négociateurs forcément épuisés et isolés de leurs appareils politiques et plus encore de leurs bases militantes (et qui plus est privés du président même du FLNKS, Christian Tein, pas invité à la table des discussions). Si cela ne suffisait pas, l'exécutif a encore accentué la pression en

conditionnant un éventuel plan de soutien économique pour ce territoire exsangue à la signature d'un accord – entre chantage caractérisé et refus d'assumer sa part (énorme) de responsabilité dans la crise en cours.

Plus grave, l'État impérialiste a fait encore une fois mine de jouer les arbitres et enjoint les indépendantistes kanak de se mettre d'accord avec une (extrême) droite locale raciste et ségrégationniste, renvoyant dos à dos colonisés et colons. Une aberration très calculée : aujourd'hui comme hier, la France s'appuie sur sa politique de peuplement pour conserver, coûte que coûte, son « porte-avion » dans le Pacifique sud. Elle devra être tenue comptable de l'impasse dans laquelle la Kanaky-Nouvelle-Calédonie et sa population demeurent. Tout comme des lendemains difficiles qui s'annoncent.

Benoît Godin

KANAKY : LE PIÈGE DE BOUGIVAL

Image de couverture :

Changement de chaînes de John Beurk (CC BY-SA-NC)

➔ Nous écrire : billetsdafrique@survie.org

➔ Notre site web : <http://survie.org>

Sommaire

4	LONG FORMAT.... ÉCONOMIE FRANÇAFRICAINE
8	SALVES BIYA TOUJOURS CANDIDAT
9	LECTURE « EXPOSITION DÉCOLONIALE »
10	SALVES COLONISER EN FRANÇAIS
12	ACTU GNASSINGBÉ TUE, LA FRANCE COOPÈRE

UN NOUVEAU RAPPORT DE SURVIE

CÔTÉ ÉCONOMIE, OÙ EN EST LA FRANÇAFRIQUE ?

Dans un rapport publié cette rentrée, l'association Survie dresse un état des lieux inédit des intérêts économiques de la France sur le continent africain, et tout particulièrement dans les pays qu'elle a anciennement colonisés. De quoi combattre certaines idées reçues et aider à analyser les ressorts profonds du néocolonialisme français.

Le 8 janvier 2025, sur les médias d'extrême-droite Europe 1 et CNews du milliardaire Bolloré¹, Sébastien Lecornu, donnait une leçon de (néo)colonialisme à la française : « *L'influence française en Afrique, elle n'est pas que militaire. Si elle se résume à une base, très franchement, c'est complètement une vision du XIX^e siècle. Le vrai agenda, il est à mon avis économique.* »

À la suite d'Emmanuel Macron, qui la veille dénonçait « *l'ingratitude* » de certains chefs d'État africains et affirmait sans rire que la France avait décidé de son propre chef de réduire son engagement militaire sur le continent (au Sahel en particulier)², le ministre des Armées faisait mine ici de minimiser, voire de contrôler les événements. Une attitude faussement détachée, peu convaincante, mais une déclaration qui rappelait que la Françafrique ne s'est jamais réduite au seul champ militaire. Et que Paris entend bien contrebalancer son actuelle perte d'influence de ce côté-là sur d'autres terrains.

La présence économique de la France en Afrique fait justement l'objet aujourd'hui de nombreux jugements plutôt hâtifs. Notre pays serait désormais chassé du continent africain, peut-on entendre. Ou, au contraire, il continuerait à le piller comme il le faisait au début du XX^e siècle. La France serait désormais remplacée par la Chine ou la Russie. Ou elle aurait en réalité encore la mainmise totale sur les économies de certains pays via les réseaux historiques de la Françafrique.

L'association Survie a cherché à y voir plus

clair, afin de mettre fin aux idées toutes faites sur cette question et mieux saisir les motivations des politiques néocoloniales de l'État français. « Que reste-t-il des intérêts économiques de la France en Afrique ? » : c'est le titre du rapport que nous publions en cette rentrée (à retrouver en intégralité sur notre site web Survie.org). Retour sur ses principaux enseignements.

Le recul des intérêts « français »

Le rapport constate d'emblée que « les chiffres du commerce extérieur sont sans appel : entre la fin des années 1970 et aujourd'hui, la part de marché française en Afrique subsaharienne a été divisée par cinq, passant de 15 % à 3 % du total des

importations africaines ». De l'autre côté, « la France n'achète plus que 2 % des productions du sous-continent, six fois moins qu'au lendemain des indépendances, et sa part dans le commerce extérieur français a chuté dans des proportions sensiblement équivalentes ».

Le constat est d'autant plus frappant à propos des pays africains ayant été anciennement colonisés par la France où « la part de marché des entreprises hexagonales y était, en moyenne, de plus de 60 % au lendemain des indépendances » contre à peine un peu plus de 10 % désormais. Les exportations des pays d'Afrique subsaharienne vers la France ont, quant à elles, été divisées par 10. Ces données doivent cependant être nuancées et remises dans leur contexte.

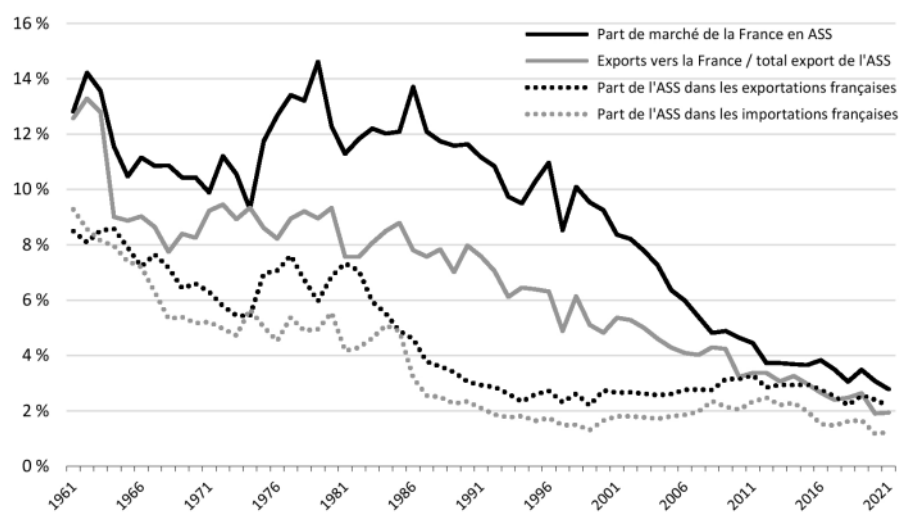


Fig. 1 - Imports et exports de l'Afrique subsaharienne, depuis et vers la France, et part de l'Afrique subsaharienne dans le commerce extérieur français, 1961-2021
En % des importations et des exportations subsahariennes et françaises. Sources : IMF Direction of Trade Statistics (1961-1966) et CHELEM - International Trade / DBnomics / © Cepremap (1967-2021)

¹ Qui, faut-il le rappeler, a largement bâti sa fortune en Afrique. À lire : « Bolloré, de l'empire colonial à l'empire médiatique », *Billets d'Afrique* n°344 (février 2025).

² Voir l'édito de notre numéro 344 (février 2025).

Un point de départ biaisé : l'économie coloniale

La colonisation a permis aux puissances européennes – et à leurs groupes industriels – d'étendre leur territoire, mais aussi d'accroître leurs profits. La mise en place d'une économie transformant les territoires conquis en supplétifs des besoins et envies des sociétés des pays colonisateurs a permis l'essor économique et social de l'Europe. Les colonies françaises ont ainsi été administrées pour exporter leur production – principalement des matières premières – en priorité vers la « métropole », qui y exportaient en retour des produits transformés, instaurant des relations économiques de quasi-exclusivité et d'extrême dépendance.

Les colonies françaises d'Afrique deviennent, à partir des années 1960, des pays indépendants (au moins en apparence). Sauf que le système économique hérité de la période coloniale ne cesse pas pour autant : ces pseudo-indépendances ne remettent en réalité pas en cause le rôle économique de ces pays vis-à-vis de la France.

Les comparaisons des données économiques des décennies 2000-2020 avec celles des décennies 1960-1980 sont à considérer à l'aune de ce passé colonial. La France – via ses entreprises – ne peut être qu'en recul économiquement sur le continent africain en raison de l'anormalité des relations entretenues pendant la période d'inféodation coloniale. Le rapport établit qu'au lendemain des indépendances, « près des deux tiers du commerce extérieur des ex-colonies (importations et exportations) se faisait avec la France, alors que ces ex-colonies représentaient moins de 7 % du commerce extérieur hexagonal, déjà préférentiellement tourné vers l'Europe ou les États-Unis ».

La Françafrique dans une économie mondialisée

En 1991, l'implosion de l'URSS opère un changement de paradigme économique à l'échelle mondiale avec l'avènement de la phase néolibérale du capitalisme. La mondialisation/globalisation permet de connecter l'ensemble des pays du monde entre eux, avec des règles commerciales libre-échangistes, ce qui modifie l'ensemble des rapports économiques entre nations. Et bien sûr les situations post-coloniales, comme celle de la France vis-à-vis de ses

anciennes colonies.

Les opportunités offertes par la fin de la guerre froide avec l'ouverture de marchés partout dans le monde conduisent les propriétaires français d'industries à délocaliser leurs usines dans des pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse. Le rapport montre clairement que cette désindustrialisation de la France précède et donc entraîne la chute des exportations de la France vers les pays d'Afrique subsaharienne, puisque les industries ne sont plus installées sur le territoire national. Et l'impact se fait sentir sur tous les flux économiques : la France n'importe plus des matières premières en provenance du continent africain, ou en moindre quantité, suite à ces restructurations industrielles. Dans ce contexte de mondialisation/globalisation, l'économie française dépend toujours en partie de matières premières africaines, mais préalablement transformées ailleurs – en Asie notamment. Le recul des « intérêts économiques de la France en Afrique » est donc d'abord lié à ces facteurs conjoncturels.

Le rapport se focalise sur des exemples précis. Le secteur du textile par exemple : « En 1967, il représentait le deuxième poste d'exportation de la France en Afrique subsaharienne (11,8 % du total des exportations), derrière l'automobile, et le sous-continent absorbait 10,5 % du total de ses ventes à l'étranger. » En l'espace de vingt ans seulement, « la valeur de ces exportations a été divisée par quatre en euros constants ». Ce secteur ne représente à présent « plus que 1 à 2 % du total des exportations hexagonales en Afrique subsaharienne, alors qu'il est devenu l'un des premiers postes d'exportation de la Chine (14,2 % du total de ses exportations) ». Cet effondrement correspond en fait aussi à celui de l'outil de transformation en France – les industries du textile – comme en témoigne la chute des volumes de coton importé (voir notre graphique).

Des exceptions existent cependant, dans le secteur des matières premières énergétiques (uranium jusqu'à récemment, gaz naturel) et les produits agricoles. « Les volumes d'importation d'arachide, de café ou d'huile de palme en particulier sont en augmentation, une tendance à mettre en relation avec la spécialisation agro-industrielle de l'outil productif hexagonal et, pour l'huile de palme, avec le

développement des agrocarburants ». Toutefois, les entreprises françaises diversifient leurs approvisionnements, qui ne proviennent plus uniquement du continent africain comme durant la période 1960-1980.

Persistance de l'échange inégal

Si l'ouverture des marchés économiques a mis fin aux relations d'exclusivité entre les ex-colonies et leur « métropole », les anciens pays colonisés ont été maintenus dans une économie coloniale reconfigurée. Dans le cas de la France, l'analyse des parts des importations et des exportations des anciennes colonies françaises africaines depuis et vers la France entre 1961 et 2021 est frappante : elles ont diminué de 60 %. Le rapport publié par Survie nuance toutefois ces données en rappelant que « la place de l'Afrique subsaharienne dans le commerce extérieur français est en recul depuis les indépendances, mais le solde commercial des échanges avec l'Afrique (exportations moins importations) est positif et s'est globalement accru sur la presque totalité de la période ». En valeur, le déséquilibre des échanges commerciaux s'est donc aggravé. De plus, « les parts de marché françaises en Afrique subsaharienne ont certes été divisées par cinq en 60 ans, mais dans un marché dont la taille a été multipliée par douze » Elles ont donc continué à augmenter en volume.

Une dépendance maintenue (mais dissimulée) aux matières premières africaines

Les relations économiques entre deux pays sont souvent analysées sous le prisme des chiffres relatifs au commerce extérieur (importations, exportations, parts de marché). Mais ces données sont insuffisantes au vu de la complexification des échanges économiques dans notre système capitaliste globalisé.

L'exemple de la bauxite (minerai qui, une fois transformé en alumine, permet de produire de l'aluminium) est éclairant : « La mondialisation a considérablement complexifié les processus de production et les marchandises empruntent des chemins tortueux, tout au long de l'élaboration du produit fini, qui cachent en partie leur origine ou leur destination finale. [...] La sidérurgie française de l'aluminium n'importe

plus de bauxite guinéenne pour la transformer en alumine, mais importe de l'alumine des raffineries irlandaises, qui elles-mêmes s'approvisionnent en Guinée. »

La France, dans un processus de désindustrialisation et de délocalisation, est toujours dépendante des matières premières qu'elle ne produit pas sur son territoire, mais passe désormais par des sous-traitants présents dans d'autres pays européens, occidentaux ou d'ailleurs. Les entreprises françaises dépendent donc toujours en grande partie des matières premières africaines (comme une grande part des entreprises du monde entier), même si cela n'apparaît pas dans les chiffres du commerce extérieur.

« La France est chassée d'Afrique » et autres fadaïses

Ce recul des « intérêts de la France en Afrique » n'est pas principalement dû à une montée en puissance récente de nations comme la Chine ou la Russie sur le continent africain. C'est en fait un long processus qui a commencé dès la fin des années 1980. Notre pays n'est d'ailleurs pas le seul à être affecté puisque cela concerne « l'ensemble des anciennes puissances coloniales européennes (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Portugal), mais aussi les États-Unis et le Japon ».

« les parts de marché françaises en Afrique subsaharienne ont certes été divisées par cinq en 60 ans, mais dans un marché dont la taille a été multipliée par douze »

« Au lendemain des indépendances, ces neuf pays contrôlaient plus des trois quarts du commerce extérieur de l'Afrique subsaharienne. À la fin des années 2010, c'était moins du tiers. En soixante ans, le nombre de pays disposant d'une part de marché significative en Afrique subsaharienne – plus de 1 % des importations – est passé de onze – les neufs précités plus le Canada et l'Inde – à vingt-trois. La Chine naturellement, mais aussi la Suisse, les Émirats arabes unis, la Corée, l'Indonésie, la Thaïlande ou le Brésil ont fait leur entrée dans ce classement. Cette diversification des partenaires commerciaux

s'accélère très nettement à partir de la décennie 1990, avec la libéralisation des échanges et la mondialisation des chaînes de production. »

Les multinationales françaises ont alors préféré, au tournant des années 1990, investir dans d'autres pays et sur d'autres continents que dans les anciennes colonies françaises d'Afrique³. Ce rapport permet ainsi d'objectiver un ressenti – sur le recul global des intérêts économiques français en Afrique – tout en contrebalançant le commentaire qui en est généralement fait : loin de « l'abandon » de l'Afrique par la France et d'un effet mécanique de « remplacement » des entreprises françaises par des homologues chinoises, on observe surtout une conséquence des restructurations industrielles des trois dernières décennies... dans notre pays. Le recul des relations commerciales entre les entreprises françaises et les pays africains n'a pas été subi, mais en quelque sorte choisi.

Des filiales « oubliées » dans les indicateurs économiques

Pour autant, la France n'est pas en train de disparaître économiquement du continent africain. Les entreprises françaises restent très présentes dans certains secteurs (produits pharmaceutiques, agricoles ou agro-industriels), en particulier via leurs filiales : « Au dernier recensement de 2021 publié par Eurostat, on comptait ainsi 2 421 filiales de sociétés françaises implantées en Afrique subsaharienne, six fois plus nombreuses que les filiales allemandes et neuf fois plus nombreuses que les filiales néerlandaises, deux pays qui y exportent pourtant davantage que la France au sud du Sahara. »

Autre statistique intéressante pour nuancer l'analyse des seuls chiffres du commerce international : « Sur la période 2019-2021, le chiffre d'affaires net de ces filiales s'élève en moyenne à 41,2 milliards d'euros chaque année, soit près de quatre fois le montant total des exportations françaises vers l'Afrique subsaharienne (11 milliards d'euros) et le double du chiffre d'affaires des filiales allemandes. » Si les entreprises françaises exportent moins vers l'Afrique que les autres entreprises européennes, elles ont la particularité historique d'avoir développé leurs propres filiales sur place.

Ce réseau de filiales « permet aux

multinationales hexagonales de défendre leurs intérêts dans les anciennes colonies françaises ». « En 2020-2021, elles y réalisaient un peu plus de 24 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel moyen, près de quatre fois le montant des exportations chinoises (6,8 milliards d'euros) et quatre fois le montant des contrats de construction honorés par des entreprises chinoises dans ces pays (6,2 milliards d'euros). »

De nouveaux empires économiques

Dans les années 1990, de « nouveaux empires françafricains » ont vu le jour en particulier dans les secteurs de la logistique, de l'agroalimentaire et de la téléphonie profitant de la privatisation des secteurs publics africains. C'est à cette période, par exemple, que Vincent Bolloré a développé ses activités sur le continent : « En quelques années, Bolloré se construit un empire du tabac – plantations, production, commercialisation – qu'il revend en 2001 au britannique Imperial Tobacco, avant de se tourner vers la logistique, le transport ferroviaire – il obtient les concessions des lignes Abidjan-Ouagadougou en 1995, Douala-Ngaoundéré au Cameroun en 1999 et Cotonou-Parakou au Bénin en 2015 – et surtout les concessions portuaires. »

Autre exemple d'implantation économique florissante en Afrique, celui de France Télécom, devenu Orange : « Dans le secteur des télécommunications, c'est France Télécom qui est à la manœuvre : l'Afrique devient un relais de croissance essentiel pour l'opérateur, fragilisé par une concurrence exacerbée sur les marchés européens. En janvier 1997, la société prend le contrôle de l'entreprise nationale ivoirienne des télécommunications avant d'entrer au capital de la Sonatel, l'opérateur public sénégalais. Le groupe français et sa nouvelle marque Orange se portent acquéreurs des entreprises publiques mauricienne et centrafricaine, s'implantent au Cameroun, au Niger ou à Madagascar, partent à la conquête des marchés de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mali, prennent des participations dans un opérateur égyptien et se lancent à l'assaut des marchés anglophones, au Botswana d'abord, puis au Kenya, en Ouganda ou en Sierra Leone. En une dizaine d'années, le groupe a planté son drapeau dans quinze pays africains et s'est hissé en seconde position des opérateurs du continent. »

³ Voir le chapitre « La Françafrique prend la vague libérale » dans l'ouvrage collectif *L'Empire qui ne veut pas mourir - Une histoire de la Françafrique* (Seuil, 2021).

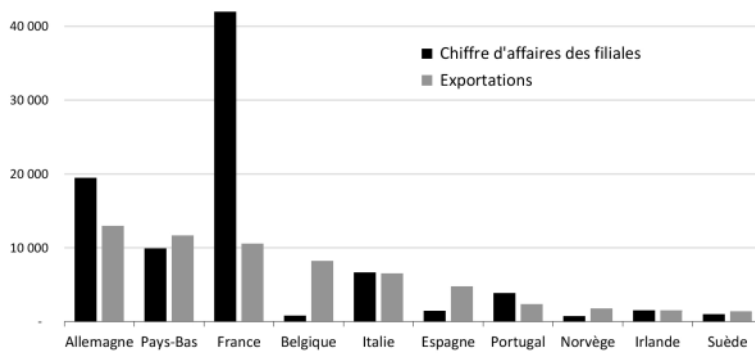


Fig. 12 – Comparaison des valeurs d'exportation des dix premiers pays exportateurs européens vers l'Afrique subsaharienne avec le chiffre d'affaires cumulé de leurs filiales implantées au sud du Sahara, 2021.
En millions d'euros. Sources : Eurostat Outward FATS 2021 pour le chiffre d'affaires cumulé par pays, CHELEM - International Trade / DBnomics / © Cephremap pour les exportations. Taux de change Banque mondiale.

Recul ne signifie pas disparition

« La première série statistique invitant à nuancer le propos est justement celle des parts de marché, par pays ou par groupes de pays. Certes, elles ont considérablement reculé depuis les indépendances, mais les parts de marché françaises semblent se stabiliser dans les anciennes colonies depuis le milieu des années 2010, entre 10 et 12 % selon les sources statistiques. C'est en soi une belle performance, près de six fois supérieure aux parts de marché de la France dans le reste de l'Afrique et quatre fois plus élevée que pour le reste du monde. » . Si la présence économique française est en recul dans certains secteurs, les multinationales françaises restent donc très présentes dans les anciens pays de l'Empire colonial français en Afrique. Il en résulte une asymétrie sidérante : dans plusieurs pays d'Afrique francophone, les entreprises tricolores restent à raison perçues comme la matrice de l'économie nationale.

Le cas de la Côte d'Ivoire, une des incarnations les plus fortes de la Françafrique, est révélateur. « La vague de privatisations des années 1990 ressemble beaucoup à une lame tricolore : Bouygues, France Télécom ou Bolloré se sont arrogés l'électricité, l'eau, la principale compagnie de téléphonie, la concession du port à conteneurs – véritable poumon économique du pays – ou la principale ligne de chemin de fer entre Abidjan et Ouagadougou, au Burkina Faso. La Socfin, une société luxembourgeoise dont Bolloré est l'un des principaux actionnaires, a pris le contrôle de la Société des caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) et le groupe Castel

une partie des plantations de cannes et des usines sucrières de la Sodesucre. En 1996, la gestion du très stratégique aéroport d'Abidjan était confiée à un consortium français composé de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence (CCIMP) et de la Société française d'études et de réalisations d'équipements aéronautiques (Sofréavia), une société d'ingénierie aéroportuaire publique créée au lendemain des indépendances, qui sera rachetée en 2006 par Egis – Egis est toujours aujourd'hui le principal actionnaire d'Arirea, la société concessionnaire de l'aéroport. »

Au-delà d'être encore très présentes, les entreprises françaises sont donc aussi très visibles : « Dans ces conditions, difficile de ne pas croiser en permanence ces enseignes dans les rues d'Abidjan ou de Dakar et par conséquent, difficile d'expliquer que cette omniprésence représente finalement bien peu pour ces groupes hexagonaux et pour l'économie française. Comment s'étonner qu'elles soient ensuite la cible des mobilisations populaires, comme "Auchan dégage" dénonçant la mainmise croissante de cette multinationale française sur le commerce de détail au Sénégal en 2018 [...] ou, dans le même pays, lors des émeutes contre l'arrestation d'Ousmane Sonko, en mars 2021. »

Notre rapport met ainsi en lumière les continuités et les évolutions entre la période coloniale et la situation néocoloniale actuelle. S'il est vrai que les parts de marché françaises se sont effondrées depuis les indépendances, ce seul indicateur masque une présence

économique hexagonale qui reste bien réelle, en particulier dans certains pays où elle reste structurante. Cette présence ne relève plus d'un modèle colonial « classique », mais s'inscrit toujours dans des dynamiques de domination et d'asymétrie, au détriment des populations locales et au bénéfice d'élites économiques et politiques.

Il est donc essentiel de dépasser les discours simplistes, autant ceux évoquant un prétendu effondrement de la France en Afrique que ceux clamant son omniprésence persistante. L'analyse des évolutions de la domination économique française n'a pas uniquement pour but de corriger les idées reçues. Elle permet de questionner les ressorts de l'ensemble de la politique africaine de la France, des outils de *soft power* linguistique et culturelle aux tentatives de maintenir un maillage et une présence militaires (en particulier via la coopération de sécurité-défense). Si les intérêts économiques français sur le continent suffisent finalement peu à expliquer et justifier la débauche de moyens publics mis au service de « l'influence » française, c'est sans doute que celle-ci repose désormais bien davantage sur une conception foncièrement impériale de la « place » que la France se devrait d'occuper sur le continent : un atavisme colonial ancré profondément dans la société française et chez ses responsables politiques. Même si des prises de position soulignent régulièrement le « moteur de croissance » ou l'intérêt en termes d'emplois que représente l'Afrique pour les entreprises françaises⁴, l'incapacité collective à imaginer « l'Afrique sans la France » reflète avant tout notre imaginaire colonial : c'est la manifestation concrète d'une culture commune imprégnée de notre histoire impérialiste.

D'un point de vue moins franco-centré, cette analyse chiffrée montre aussi la nécessité de renouveler des perspectives de lutte internationaliste contre le modèle capitaliste et néocolonial afin de faire émerger de nouvelles modalités économiques à même de respecter les souverainetés africaines.

Arthur Baron

⁴ Un thème cher à Emmanuel Macron et ses ministres, mais en réalité développé depuis dix ans dans différents rapports officiels : « L'Afrique est notre avenir » (2013) de Jeanny Lorgeoux et Jean-Marie Bockel, « Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France » (2013) d'Hubert Védrine et Lionel Zinsou, « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable » (2014) de Jacques Attali, etc.

À 92 ANS, BIYA DÉCLARE QU'IL PEUT ENCORE (SE) SERVIR

Le Cameroun, pays d'Afrique centrale privilégié par sa situation géographique et la diversité de ses ressources, subit depuis 1960 une dictature néocoloniale féroce. Celle-ci est incarnée depuis 1982 par un Paul Biya pas prêt à lâcher le pouvoir.

Le 13 juillet 2025, Paul Biya, président du Cameroun, a annoncé qu'il était candidat le 12 octobre prochain, à sa huitième parodie d'élection présidentielle¹. Pour que cette sinistre farce soit complète, il a dit céder aux instances de Camerounais de toutes les régions et de la diaspora. Le plus vieux président de la planète devrait donc continuer à vampiriser l'État le plus corrompu de la planète, l'un n'allant pas sans l'autre.

En 2024, au Sénégal, quand Macky Sall, président en exercice, décide de repousser l'élection présidentielle, à laquelle il ne peut se présenter après deux mandats, les Sénégalais descendent massivement dans la rue contre cette tentative de rester au pouvoir et le Conseil constitutionnel annule cette décision. Pourquoi rien de tel au Cameroun après des dizaines d'années d'abus de pouvoir ?

Oppression sans limites...

La première explication qui s'impose, c'est l'omniprésence de la répression sous toutes ses formes : tirs dans la foule à la moindre manifestation, avec des centaines de morts en 1991 et en 2008 ; pogroms des groupes ethniques « allogènes » dans le territoire de l'ethnie Boulou du Président ; arrestations arbitraires des leaders de l'opposition ou des associations étudiantes et citoyennes non gouvernementales ; répression de la presse privée et des radios non gouvernementales ; arrestation arbitraire, emprisonnement voire assassinat de journalistes, leaders de la société civile, ecclésiastiques qui osent critiquer le régime ; interdiction des réunions publiques de l'opposition... Un climat d'absence de droits et de crainte généralisée imprègne la vie sociale et politique.

La seconde explication, conséquence de la première, est l'impossibilité de l'émergence d'une opposition puissante et organisée. Celle-ci est tuée dans l'œuf, atomisée en une pléthore de mouvements et de leaders séduits par les subventions accordées à d'inoffensives candidatures qui, du fait des modalités de l'élection présidentielle – majorité simple à un tour – assurent le résultat. La fraude règne dans le fief présidentiel, qui se doit d'enregistrer 100, voire 110 % des suffrages, sous peine de disgrâce des notables locaux. Enfin, le 7 août, Maurice Kamto, principal opposant, a dénoncé « *le rejet arbitraire de sa candidature à l'élection présidentielle* ».

Le fonctionnement du pouvoir est de type mafieux. Après l'élection présidentielle, Biya distribue à ses soutiens les prébendes sous forme de ministères – au moins une cinquantaine. Les ministères régaliens sont réservés à des personnalités de son ethnie. Les autres postes sur des domaines « négligeables », comme l'éducation (morcelée entre cinq ministres au moins), sont attribués aux notables des autres régions pour calmer leurs velléités d'opposition.

Cette répartition est le seul acte politique de Biya. Aucun conseil des ministres n'aura lieu par la suite. Biya n'a aucun projet à mener. Un seul mot d'ordre : « Débrouillez-vous ». Implicitement : « Faites comme moi, servez-vous ». Dès qu'un ministre ou un collaborateur lui déplaît, il peut le faire condamner par une justice aux ordres. Tout un secteur de la prison de Kondengui, à Yaoundé, est occupé par d'anciens ministres, secrétaires généraux de la Présidence, chefs de la police devenus trop puissants – un autre secteur étant occupé par les leaders anglophones et les militants de l'opposition.

...cautionnée par la France

Le pouvoir de Biya repose sur les balles pour le peuple, le chantage pour son entourage, la corruption pour ses partisans. Sa garantie contre les tentations de coup d'État repose sur sa garde prétorienne de mercenaires israéliens. Sa « stabilité », à laquelle Macron a rendu hommage, est bien celle d'un parrain de la mafia. Ne parlons pas d'habileté politique, encore moins de popularité : c'est simplement l'homme le plus redouté et donc le plus haï du Cameroun.

La répression sanglante des revendications citoyennes dans l'Ouest anglophone du Cameroun s'est muée en guerre civile. Au lieu de chercher une solution politique, Biya s'en tient à la violence, aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité pour écraser la révolte. Cela n'empêche pas la France de collaborer avec ce régime criminel. En témoigne la visite officielle début juin du Directeur général de la Gendarmerie nationale française, le général Hubert Bonneau, gage des relations entre la France et le Cameroun dans le domaine militaire.

Les capitaux étrangers, principalement français, prospèrent également dans la téléphonie mobile (Orange), les palmeraies et la télévision (Bolloré), le pétrole (Perenco), l'exploitation forestière (Rougier), l'agriculture et l'agroalimentaire (Compagnie fruitière, Vilgrain, Castel), le BTP (Vinci, Bouygues).

Quant à la succession de Biya, elle se jouera probablement au sein du clan ethnique mafieux au pouvoir dans ce pays ravagé par la misère et la corruption.

Odile Tobner

¹ Sur le sujet, (re)lire notre entretien avec le journaliste et écrivain camerounais Jean-Bruno Tagne : « Les Camerounais·es se souviendront que la France a soutenu Paul Biya », *Billets d'Afrique* n°349 (été 2025).

« EXPOSITION DÉCOLONIALE »

Serge Sebban publie *L'Exposition décoloniale - Les pères de l'anticolonialisme au sein de l'Empire français « oubliés » dans les Histoires officielles*. Un livre pédagogique qui permet de mettre en lumière des figures du combat contre la colonisation française, comme Ta Thu Thau.

L'*Exposition décoloniale - Les pères de l'anticolonialisme au sein de l'Empire français « oubliés » dans les Histoires officielles*, sorti en début d'année chez L'Harmattan, mérite d'être lu, malgré quelques défauts éditoriaux regrettables (AOF transcrit Afrique Orientale Française, par exemple !). Ce petit ouvrage pédagogique, dont le titre est un pied de nez à l'exposition coloniale de 1931, porte sur un objet plus vaste que ce que son titre complet n'explicite : sur 246 pages, Serge Sebban y fait le tour de l'univers colonial français du XVII^e siècle à nos jours. Il est rendu très vivant par les citations nombreuses et les biographies, intégrées au fil du texte, de personnalités qui ont joué un rôle crucial dans l'action contre le colonialisme et dans la construction de la pensée décoloniale.

Il aborde le colonialisme français dans le contexte géographique et historique mondial qui lui donne tout son relief sans pour autant rester dans les généralités : les étapes importantes de notre impérialisme depuis le Code noir jusqu'au décret Blum-Moutet du 30 décembre 1936 sur... « *le travail libre* » (!) (p.120), en passant par le Code de l'indigénat et la loi sur le travail forcé, puis sa mutation dans la période dite « post-coloniale » en un système politico-mafieux, y sont traités avec précision.

« *Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés du monde, unissez-vous !* », s'exclame Lénine en 1920 lors du 2^e Congrès de l'Internationale communiste (p. 50). Nombre de militants révolutionnaires indépendantistes coloniaux l'ont pris au mot – à leurs dépens – et ont engagé leur vie dans ce combat. Serge Sebban s'attarde sur trois d'entre eux : le Sénégalais Lamine Senghor (1889-1927), l'Algérien Messali Hadj (1898-1974) dont le combat est inséparable de celui de sa femme Émilie Busquant (1901-1953), et le Vietnamien Ta Thu Thau (1906-1945 ou 1946).

Un jeune révolté de Cochinchine

Focalisons-nous ici sur ce dernier. Né en Cochinchine de père ouvrier-charpentier, pauvre mais de statut « instruit » selon la catégorisation coloniale dans le cadre de la politique d'assimilation, Ta Thu Thau put, pour cette raison, faire des études.

À 17 ans, admirateur du jeune intellectuel Nguyễn An Ninh dénonçant « *la culture utilitaire* » servant à former « *des esclaves du gouvernement français* » (p. 38), il crée le groupe Jeune Annam. Il raconte : « *En mes dernières années de collège 1923-1925, la révolte grondait sourdement. Nous passions nos heures d'études à lire des journaux défendus, nos récréations à tenir des réunions secrètes.* » (p. 37) La Section française de l'Internationale communiste (SFIC) le sollicite, alors qu'il est à peine âgé de vingt ans, pour participer aux travaux de sa commission anti-coloniale. Il y connaît Lamine Senghor et Messali Hadj, eux-mêmes déjà actifs aussi dans l'Union inter-coloniale (UIC), créée en 1921 et éditrice de la revue *Le Paria*.

Étudiant en métropole dès 1927, Ta Thu Thau devient à vingt-deux ans président du Parti de l'indépendance annamite (PIA)... dissout par la justice dès 1929 car accusé de diviser la France ! Il rejoint l'Opposition de gauche (nom du courant trotskiste mondial). Les 9 et 10 février 1930, l'insurrection des tirailleurs vietnamiens de la garnison de Yen Bay (Tonkin) rejoints par des étudiants et des civils, organisée par le Parti national du Viêt Nam, gagne diverses régions mais échoue. Ta Thu Thau est expulsé de métropole et placé en « *incarcération préventive* » (!) (p. 77) à Poulo Condor, camp de concentration où moururent des dizaines de milliers de militants anticolonialistes.

Les conséquences du krach boursier de 1929 se font durement sentir en Indochine où les salaires sont réduits de 50 % dans les plantations d'hévéas. Grèves et manifestations paysannes ne cessent pas. Ta



Thu Thau, libéré début 1933, co-crée un Front unique (communistes et trotskistes ensemble) et le journal *La Lutte*, en vue des élections municipales du 7 mai et d'autres ultérieures. Cette union locale entre communistes et trotskistes fait leur succès électoral mais les autorités coloniales invalident à chaque fois leurs élections !

En mai 1936, *La Lutte* annonce un Congrès indochinois en vue d'élaborer un cahier de revendications à remettre au gouvernement Blum. À cette fin, plus de 600 comités d'action voient le jour. Le 19 septembre 1936, le Congrès est interdit et, le 22 février 1937, les comités d'action eux-mêmes le sont aussi. Le 11 octobre, Ta Thu Thau est condamné à deux ans de prison. Libéré sous condition, en très mauvaise santé, en février 1939, il publie à nouveau *La Lutte*. Le 30 avril, il est élu au Conseil colonial. Il refuse la taxe Daladier exigeant 33 millions de piastres pour soutenir l'effort militaire de l'Empire, contrairement au Parti communiste indochinois (pacte Laval-Staline oblige). *La Lutte* est dissoute, Ta Thu Thau déchu de ses droits civiques et condamné en avril 1940 à cinq ans de bagne à Poulo Condor. Fin 1945 ou février 1946 (date incertaine), il sera assassiné, comme des centaines d'autres trotskistes, par le Viêt-Minh...

Nicole Maillard-Déchenans

LA LANGUE FRANÇAISE, OUTIL DE DOMINATION EN KANAKY-NOUVELLE-CALÉDONIE

COLONISER EN FRANÇAIS

Le soulèvement de 2024 en Kanaky-Nouvelle-Calédonie a remis en lumière la lutte d'indépendance du peuple kanak. Une lutte qui se joue aussi sur le terrain linguistique.



Tabo na owe gna Kanaky ! » :

Nous sommes assis chez nous en Kanaky ! Ce cri de résistance en caac, une langue kanak parlée à Pweevo (Pouébo) dans le nord de la Grande terre, la principale île de Kanaky-Nouvelle-Calédonie, affirme que le peuple kanak est chez lui et qu'il continuera à combattre la colonisation malgré la pression constante que fait peser la France coloniale sur les langues des peuples premiers.

Avant la conquête, une trentaine de langues distinctes étaient parlées dans l'archipel. Les contacts entre les différents groupes linguistiques étaient fréquents, favorisant la coexistence et l'usage de plusieurs langues chez la population. Ce plurilinguisme, permis notamment par les mariages entre personnes de langues et de clans différents, est toujours une réalité pour certaines personnes âgées.

Le français, langue imposée

La situation linguistique a pourtant été largement transformée par la colonisation. L'usage de la langue française, aujourd'hui parlée par la grande majorité de la population, a été imposé.

À l'époque précoloniale, les contacts et échanges entre occidentaux (commerçants de bois de santal, baleiniers, etc) et autochtones se faisaient en bichelamar, un pidgin¹ constitué principalement d'anglais et de langues mélanésiennes. Le bichelamar a subsisté au Vanuatu, l'archipel voisin, où il a été adopté comme langue véhiculaire par le peuple vanuatais et même langue maternelle par une partie la population, notamment en milieu urbain (il est d'ailleurs l'une des trois langues officielles de cette petite république, avec le français et l'anglais). Ce pidgin est ainsi devenu un créole, c'est-

à-dire une langue à part entière, aussi complexe et riche que n'importe quelle langue humaine et employée dans tous les domaines.

En revanche, le bichelamar n'a pas perduré en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, où il a été remplacé, au fur et à mesure de la colonisation, par un autre pidgin qualifié de « *mélange de français, anglais et de canaques* » (K.J. Hollyman, 1964). Contrairement à d'autres colonies où le pidgin a été adopté comme créole, le pidgin local disparaît ici avec l'imposition progressive du français à partir de 1840, lors des vagues d'installation missionnaires, puis avec la prise de possession officielle du territoire par les Français en 1853.

Au début de l'époque coloniale, les langues kanak sont utilisées pour évangéliser le peuple autochtone. Dès 1855, des bibles sont traduites par les pères maristes en nyelâyu, une langue kanak parlée au nord de la Grande terre. Une décennie plus tard, en 1863, les publications en langues kanak sont interdites, tout comme leur emploi au sein

des écoles.

La situation se répète le siècle suivant. En 1921, la London Missionary Society traduit des bibles en langues kanak (notamment en drehu, nengone et iaai, les langues des îles Loyauté). L'année suivante, en 1921, l'interdiction de publier en langues kanak est réaffirmée au moyen d'une nouvelle loi. Celle-ci restera en vigueur jusqu'en 1984.

Les langues kanak ont ainsi été utilisées par les missionnaires pour convertir les Kanak, mais cette pratique est par la suite abandonnée au profit d'une politique d'unification linguistique. Le gouvernement colonial impose alors de favoriser la pratique du français sur le territoire en défaveur des langues kanak, mais aussi des langues premières de chaque communauté linguistique constituant la colonie française de Nouvelle-Calédonie. Dès la prise de possession, la connaissance du français est nécessaire pour toutes les interactions avec l'administration coloniale, celle-ci ne reconnaissant pas l'usage des langues autochtones.

Dans la cour d'une école catholique sur l'île de Nengone (Maré), deux garçons jouent. L'un des deux veut montrer à son ami un oiseau noir dans le ciel mais ne trouve pas le nom de l'oiseau.

Le petit garçon : « Hé, voilà le... »

Mais il ne trouve pas le nom en français de l'oiseau, alors spontanément, il dit :

« Voilà le koo... »

« Hé, attention, tu vas parler en nengone ! », s'exclame son compère.

« Le ko... crodile ! », rétorque le petit garçon.

Cette anecdote, souvent racontée pour plaisanter, est représentative de la situation linguistique en Kanaky. Les deux enfants craignent d'être surpris en train de parler leur langue première, interdite au sein de l'école, et se corrigent donc pour parler en français. Des histoires similaires sont nombreuses dans la littérature orale kanak. Elles témoignent du traumatisme subi par les Kanak, privé·e·s de leurs langues et cultures pour assimiler celles du colon français.

¹ Langue simplifiée créée pour la communication entre locuteur·rice·s de langues différentes qui conservent leur(s) langue(s) première(s).

Par cette colonisation linguistique continue, le français devient la langue de communication de toutes les communautés présentes en Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Y compris entre des Kanak qui n'ont pas la même langue première.

Pas de statut de langue pour les langues kanak

Assez rapidement, les volontés politiques des colons et administrateurs se font ambivalentes : certains souhaitent que le français soit enseigné pour assimiler les Kanak, quand d'autres s'inquiètent de ce que l'instruction leur donne la possibilité de faire valoir des droits (Salaün, 2010). Dans tous les cas, ils ne témoignent d'aucune considération pour les langues locales, tenant au contraire des discours dévalorisants à leur propos.

Dans les écrits coloniaux, elles sont ainsi appelées « idiome » ou « dialecte ». Elles sont à la fois considérées comme complexes, car difficiles à apprendre pour les Européens, et pauvres : « *Les langues indigènes, si multipliées, si différentes, difficiles à apprendre à fond, peu riches en expressions pour rendre les idées chrétiennes, sont un obstacle à la facile et claire exposition de la Doctrine.* » (Vicariat apostolique de la Nouvelle-Calédonie, Compte rendu des Conférences ecclésiastiques, 6e fascicule, 1908, Saint-Louis, cité par Salaün 2010). Elles sont donc placées au bas d'une hiérarchie posant le français comme langue supérieure, en adéquation avec la hiérarchie raciale de la société coloniale.

Les langues kanak appartiennent quasiment toutes à la branche océanienne de la famille des langues austronésiennes. On en dénombre 32, auxquelles s'ajoutent des variétés régionales. Parmi ces langues, quatre ne sont plus parlées aujourd'hui. L'Institut de la statistique et des études économiques (Isee) du territoire estimait en 2019 leur nombre de locuteurs et locutrices à 75 853.

Les langues kanak, objets et outils de lutte

Pourtant, les langues kanak continuent d'être employées à l'école, au moins jusqu'aux années 1930 (Salaün, 2010). C'est ce qui explique que leur interdiction fasse l'objet de plusieurs textes législatifs.

À partir de la fin des années 1960, la reconnaissance et la préservation de ces langues sont revendiquées par les mouvements anticoloniaux. Ainsi, en mai 1969, la distribution de tracts plurilingues dénonçant la discrimination subie par des Kanak dans un restaurant situé à l'Anse Vata (quartier du sud de Nouméa, composé majoritairement de personnes d'origine européenne à hauts revenus) initie le mouvement des Foulards rouges. Ces tracts sont rédigés en français, ainsi qu'en drehu et en nengone. À cette occasion, une trentaine de militant·e·s sont interpellé·e·s et inculpé·e·s, entre autres pour la rédaction d'un écrit en langue kanak sans autorisation préalable.

En 1975, le Palika (Parti de libération kanak) est créé par l'union de deux mouvements indépendantistes, les Foulards rouges et le Groupe 1878. Il intègre les questions culturelles à ses revendications, notamment la reconnaissance des langues kanak et leur enseignement en milieu scolaire (Roche, 2016). Cette année est également celle du festival Melanesia 2000, porté par Jean-Marie Tjibaou, qui donne à voir les arts kanak pour la première fois au sein même de « Nouméa la blanche ». Cet événement permet l'affirmation de l'unité de l'identité kanak et valorise ses cultures, donc ses langues. Le projet avait néanmoins été vivement critiqué, notamment par le Groupe 1878 et les Foulards rouges, qui dénonçaient une folklorisation de la culture kanak.

Les luttes des années 1980 permettent ensuite qu'une petite place soit enfin officiellement accordée aux langues kanak en milieu scolaire. En 1985, des Écoles populaires kanak (EPK), sont créées, mais ne perdurent pas (même si la dernière ne fermera ses portes que dans les années 2000). En 1992, une option en langue kanak est proposée au baccalauréat, mais pour quatre langues seulement. En 1995, la loi prévoit cinq heures par semaine d'enseignement en langue kanak à l'école. Mais dans les faits, cet enseignement est rarement proposé aux élèves : il est

conditionné à la demande des familles, et, même lorsque celles-ci l'expriment, les professeur·e·s, tout comme le matériel pédagogique, manquent.

Un diplôme pour enseigner en langue kanak est créé en 1999. Il ne prévoit à nouveau l'enseignement que de quatre langues – le nengone, le drehu, l'ajjié et le païci – alors que 28 sont décomptées

« *Les langues indigènes, si multipliées, si différentes, difficiles à apprendre à fond, peu riches en expressions pour rendre les idées chrétiennes, sont un obstacle à la facile et claire exposition de la Doctrine.* »

officiellement. Si cette loi participe à la reconnaissance symbolique des langues kanak (du moins de certaines d'entre elles), son effet est donc limité. Les langues kanak ne sont toujours pas des langues d'enseignement, c'est-à-dire des langues dans lesquelles sont enseignées d'autres matières. Aujourd'hui, sauf exception, l'enseignement est encore exclusivement en français, même si l'amélioration de la formation des enseignant·e·s laisse espérer une meilleure prise en compte des langues kanak à l'avenir.

Le rapport entre langue française et langues kanak reste très asymétrique. En Kanaky-Nouvelle-Calédonie comme dans tous les territoires sous domination française et en France dite « métropolitaine », la maîtrise de la langue française reste indispensable dans de nombreux aspects de la vie quotidienne (accès à la scolarité, aux emplois correctement rémunérés, au droit, à la santé, etc.). À l'inverse, la maîtrise d'une langue kanak n'est jamais une condition d'accès à un emploi ou un service.

Comme un symbole, les discussions sur l'avenir du territoire, et notamment de son accession à la pleine souveraineté, se font toujours en français.

*Galla Althabégoity (Survie),
Elio Cabello (Survie), Waejune Kaloi
(Mouvement kanak en France)*

RÉFÉRENCES

- Salaün, Marie. « Un colonialisme « glottophage » ? » (*Histoire de l'éducation* n° 128, octobre 2010, pp. 53-78).
- Roche, Françoise. « Les langues kanak, une histoire très politique » (*Lengas - Revue de sociolinguistique* n° 80, décembre 2016).

TOGO

GNASSINGBÉ TUE, LA FRANCE COOPÈRE

Au pouvoir depuis 1967, le clan Gnassingbé continue de réprimer celles et ceux qui osent, comme en juin dernier, s'opposer à sa mainmise sur le Togo. Avec, encore et toujours, la complicité de l'État français.

Ce mois de juin 2025 a été marqué par un vaste mouvement de protestation au Togo. Dès le 5, mais plus encore à la fin du mois, d'importantes manifestations ont secoué la capitale Lomé. Les raisons de cette colère populaire, exprimée surtout par la jeunesse togolaise : le coût de la vie, des arrestations de voix critiques du régime, en particulier celle du rappeur Aamron, qui avait appelé aux premières manifestations (il sera finalement libéré le 21 juin). Mais surtout la réforme constitutionnelle adoptée l'an dernier.

Rappel des faits : le 19 avril 2024, un parlement monochrome votait une nouvelle loi fondamentale taillée sur mesure pour Faure Gnassingbé, 59 ans, à la tête du pays depuis 20 ans (après avoir succédé à son père, lui-même resté 38 ans au pouvoir). En mai dernier, le président de la République est ainsi devenu président du conseil des ministres, fonction qui concentre désormais tous les pouvoirs. Un changement pensé avant tout pour permettre au dictateur togolais de se

maintenir aux affaires sans limite de temps.

Comme à son habitude¹, le régime a violemment réprimé les manifestations, déclarées illégales. Dès le 17 juin, Amnesty international alertait sur des cas de mauvais traitements et même de tortures sur des manifestant·e·s interpellé·e·s par les forces de sécurité togolaises. Le 29 juin, des organisations de la société civile, réunies dans le Front citoyen Togo debout, dénonçaient dans un communiqué des dizaines d'arrestations, des dizaines de blessés, dont plusieurs graves, et au moins sept morts, dont des mineurs – le gouvernement en reconnaîtra finalement cinq « par noyade ».

Sept morts au moins

Face à cette nouvelle démonstration de force sanglante du clan Gnassingbé, la France n'a pas moufté. Il faut dire qu'à l'heure où Paris subit quelques déboires au sein de son ancien « pré carré » africain, il s'agit de ne pas se mettre à dos un allié de longue date. Surtout au moment où celui-ci

se rapproche dangereusement des juntes burkinabé, nigérienne et malienne, en rupture avec Paris, et envisage même de rejoindre leur Alliance des États du Sahel (AES).

Sans doute la France rechigne-t-elle également à mettre en lumière sa coopération sécuritaire avec le Togo : rappelons qu'elle forme et arme depuis longtemps l'appareil répressif du régime Gnassingbé, avec lequel elle a notamment signé un accord de partenariat de défense en 2011 – accord jamais dénoncé depuis. Aucune formation ou fourniture de matériel n'aurait cependant eu lieu depuis le début de l'année, assure-t-on du côté des autorités françaises (*Lemond.fr*, 18/07). Mais Paris n'est pour rien dans cette pause (ou du moins ce ralentissement) dans la coopération sécuritaire entre les deux pays : il semblerait que ce soit Lomé qui ne soit plus très demandeur... Même boudé, l'État macroniste ne dévie pas de sa criminelle ligne française.

Benoît Godin

¹ Déjà en 2005 lors de l'accession au pouvoir de Gnassingbé fils, mais aussi en 2017, la violente répression de mouvements populaires s'était soldée par des blessés et des morts.

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS !

Retrouvez dans votre boîte aux lettres **Billets d'Afrique**, le journal anticolonial édité par l'association Survie. Douze pages (seize pour le numéro d'été) d'information et de décryptage de la politique française en Afrique et dans les outre-mer.



☐ Je m'abonne à **Billets d'Afrique** en VERSION PAPIER pour un an (soit 11 numéros)

☐ Je m'abonne à **Billets d'Afrique** en VERSION NUMÉRIQUE (format PDF) pour un an (soit 11 numéros)

☐ Je soutiens Survie, j'adhère à l'association

nom :

prénom :

adresse :

CP :

ville :

email :

Renvoyez ce bulletin complété, accompagné de votre paiement à : Survie - 21ter, rue Voltaire - 75011 Paris
Chèque à l'ordre de Survie. Ou virement bancaire sur le compte de l'association Survie. IBAN : FR76 4255 9100 0008 0027 3633 529 au Crédit coopératif, précisez l'objet sur l'ordre de virement.

Ou abonnez-vous directement en ligne sur <http://survie.org/l-association/soutenir> ou grâce au QRcode ci-dessus.

La parution dépend des contraintes dues au bénévolat : les numéros peuvent prendre du retard.

TARIFS France 25€, Petits budgets 20€, Étranger et outre-mer 30€
Adhésion à Survie : 52€ (soit 1€ par semaine) ou petit budget 15€